Traité de Droit international public

Avec mention de la pratique internationale
et suisse

par

PAUL GUGGENHEIM

Professeur à l'Institut universitaire de Hautes Etudes Internationales,
Genève

Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage
Membre de l'Institut de Droit International

avec la collaboration de

DENISE BINDSCHEDLER-ROBERT

Docteur en droit, avocat

Tome II

LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITÉ, GEORG & C^{ie} S.A., GENÈVE

1954

Copyright 1954 by Librairie de l'Université, Georg & C^{ie} S. A., Genève

Printed in Switzerland
Imprimerie de « La Tribune de Genève »

Abréviations

A.C.F.	Arrêté du Conseil fédéral.
A.D.	Annual Digest and Reports of Public International Law Cases.
A.J.	American Journal of International Law.
Annuaire	Annuaire de l'Institut de droit international.
Annuaire suisse	Annuaire suisse de droit international.
A.T.F.	Arrêts du Tribunal fédéral.
Bl.Zü.R.	Blätter für zürcherische Rechtsprechung.
Bull. stén.	Bulletin sténographique de l'Assemblée fédérale (délibérations du Conseil des Etats et du Conseil national).
Burckhardt, Kommentar	W. Burckhardt, Kommentar der schweiz. Bundesverfassung vom 29. Mai 1874, 3 ^e éd. 1931.
B.Y.B.	British Year Book of International Law.
C.I.J.	Cour internationale de Justice. Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances.
C.P.J.I.	Cour permanente de Justice internationale.
C.P.J.I. Série A	Arrêts.
C.P.J.I. Série B	Avis consultatifs.
C.P.J.I. Série A/B	Arrêts, ordonnances et avis consultatifs depuis 1931.
C.P.J.I. Série C	Actes et documents concernant les arrêts et avis consultatifs.
C.P.J.I. Série D	Collection des textes concernant la compétence de la Cour.
C.P.J.I. Série E	Rapports annuels.
Commentaire Pictet	Les conventions de Genève du 12 août 1949, Commentaire édité par le Comité international de la Croix-Rouge et publié sous la direction de J. S. Pictet, t. I; La convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne, 1952.

F.F.	Feuille Fédérale. Le chiffre romain suivant l'année indique le tome, le chiffre arabe la page.
F.J.S.	Fiches Juridiques Suisses.
Fleiner	F. Fleiner, Schweiz. Bundesstaatsrecht, 1923.
Friedens-Warte	Die Friedens-Warte, Blätter für internationale Verständigung und zwischenstaatliche Organisation.
Hackworth	G.H. Hackworth, Digest of International Law, 8 tomes, 1940 à 1943.
Hudson	M.O. Hudson, International Legislation, A collection of the texts of multipartite international instruments of general interest.
Jur. adm. fasc.	Jurisprudence des autorités administratives de la Confédération, fascicule.
Lapradelle-Politis	A. de Lapradelle et N. Politis, Recueil des arbitrages internationaux.
La Fontaine	H. La Fontaine, Pasicrisie internationale, Histoire documentaire des arbitrages internationaux, 1794-1900.
Martens, Rec.	Martens, Recueil des traités d'alliance, etc. 1791-1801.
Martens, N.R.	Martens, Nouveau recueil des traités d'alliance, etc. 1817-1842.
Martens, N.S.	Martens, Nouveaux suppléments au recueil de traités, etc. 1839-1842.
Martens, N.R.G.	Martens, Nouveau recueil général de traités, etc. 1843-1875.
Martens, N.R.G. 2 ^e série	Martens, Nouveau recueil général de traités, etc. 1876-1908.
Martens, N.R.G. 3 ^e série	Martens, Nouveau recueil général de traités, etc. 1909 ss.
Moore, Digest	J.B. Moore, A Digest of International Law, 8 tomes, 1906.
Oppenheim-Lauterpacht	L. Oppenheim, International Law, A Treatise, 7 ^e éd. par H. Lauterpacht, t. I 1948, t. II 1952.
Rapport de gestion	Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion.
Rec.	Recueil des cours de l'Académie de droit international. Le chiffre romain qui suit l'année indique le tome, le chiffre arabe la page.
Rec. arb.	Recueil des sentences arbitrales (publié par l'O.N.U.). Juqu'à présent 5 volumes ont paru.
Rec. TAM	Recueil des décisions des Tribunaux arbitraux mixtes.
Répertoire S.d.N.	Répertoire des questions de droit international général posées devant la Société des Nations, 1942.

R.D.I.	Revue de droit international.
R.D.I.L.C.	Revue de droit international et de législation comparée.
R.D.S.	Revue de droit suisse.
R.G.D.I.P.	Revue générale de droit international public.
Rivista	Rivista di diritto internazionale.
R.O.	Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse, depuis 1874 (vol. en chiffres arabes). A partir de 1951, les vol. sont désignés par l'année.
R.O.a.s.	Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse, ancienne série, 1848-1874 (vol. en chiffres romains).
R.P.S.	Revue pénale suisse.
R.S.J.	Revue suisse de jurisprudence.
Salis	Le Droit fédéral suisse. Jurisprudence du Conseil fédéral et de l'Assemblée fédérale en matière de droit public et administratif depuis le 29 mai 1874. Par L.-R. de Salis, 5 vol. 1904-1907. Le chiffre romain indique le tome, le chiffre arabe les numéros.
Salis-Burckhardt	Le Droit fédéral suisse. Jurisprudence du Conseil fédéral et de l'Assemblée fédérale en matière de droit public et de droit administratif depuis 1903. Par W. Burckhardt, 5 vol. 1930-1935 (continuation de l'ouvrage précédent). Le chiffre romain indique le tome, le chiffre arabe les numéros.
S.d.N. J.O.	Société des Nations, Journal officiel.
S.d.N. A.P.	Société des Nations, Assemblée plénière.
S.d.N. A.C.	Société des Nations, Assemblées, Commissions.
S.d.N. Rec.	Recueil des traités et des engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.
W.V.R.	Wörterbuch des Völkerrechts und der Diplomatie. 3 tomes, 1924-1929.
Z.a.ö.R.u.V.R.	Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht.
Z.ö.R.	Zeitschrift für öffentliches Recht.
Z.V.R.	Zeitschrift für Völkerrecht.

Tableau des décisions judiciaires et arbitrales internationales

a) Arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour permanente de Justice internationale

- Acquisition de la nationalité polonaise, Série B n° 7 : 181, 188.
- Administration du Prince von Pless, Série A/B n° 54 : 154.
- Appel contre certains jugements du TAM hungaro-tchécoslovaque, Série A/B n° 56 : 177.
- Carélie orientale, Série B n° 5 : 102, 143, 179, 181, 222.
- Chemin de fer Panevezys-Saldutiskis (excep. pré.) Série A/B n° 75 : 121.
- Chemin de fer Panevezys-Saldutiskis, Série A/B n° 76 : 22, 23, 121, 131, 147.
- Chorzow (compétence), Série A n° 9 : 2, 13, 24, 63, 68, 131, 164.
- Chorzow (indemnité), Série A n° 12, 154.
- Chorzow (indemnité), Série A n° 17 : 2, 63, 68, 69, 70, 71, 151, 156.
- Chorzow (interprétation, Série A n° 13 : 131, 163, 164, 165, 167.
- Colons d'origine allemande, Série B n° 6 : 181, 188.
- Commission européenne du Danube, Série B n° 14 : 131, 157, 181, 227.
- Commission internationale de l'Oder, Série A n° 23 : 157, 160, 227.
- Communauté gréco-bulgare, Série B n° 17 : 181.
- Compagnie d'électricité de Sofia, Série A/B n° 77 : 120, 121.
- Compagnie d'électricité de Sofia, Série A/B n° 79 : 154.
- Compétence des tribunaux de Dantzig, Série B n° 15 : 140.
- Décrets-lois dantziçois, Série A/B n° 65 : 179, 183, 185, 186.
- Décrets tunisiens et marocains, Série B n° 4 : 181, 187, 223.
- Délégué ouvrier des Pays-Bas, série B n° 1 : 180.
- Dénonciation unilatérale des capitulations en Chine, Série A n° 8, 14 et 16 : 107, 121, 138, 154, 155.
- Eaux de la Meuse, Série A/B n° 70 : 121, 151, 156, 164.
- Emprunts serbes et brésiliens, Série A n° 20/21 : 21, 109, 159.
- Groenland oriental, Série A/B n° 53 : 3, 121, 160, 161, 189.
- Groenland oriental (mesures conservatoires), Série A/B n° 48 : 121, 154, 189.
- Groenland oriental (ordonnance), Série A/B n° 55 : 121.
- Intérêts allemands en Haute Silésie Polonaise (fond), Série A n° 7 : 8, 9, 130, 131, 149, 152, 160, 161, 164, 316.
- Intérêts allemands en Haute Silésie polonaise, Série A n° 6 : 9, 147, 148, 149, 164.
- Interprétation de l'Arrêt n° 3, Série A n° 4 : 144.

- Interprétation de l'accord gréco-turc, Série B n° 16 : 130, 181.
- Jarowzina, Série B n° 8 : 105, 156, 181.
- Lotus, Série A n° 19 : 14, 34, 130, 131.
- Mavrommatis (compétence), Série A n° 2 : 21, 65, 102, 131, 149, 164, 198.
- Mavrommatis (fond), Série A n° 5 : 9, 144, 160.
- Mavrommatis (réadaptation), Série A n° 11 : 164, 168.
- Memel, Statut du territoire de, Série A/B n° 49 : 195.
- Minorités en Haute Silésie, Série A n° 15 : 130, 131, 144, 147, 163.
- Monastère de Saint-Naum, Série B n° 9 : 105.
- Mossoul, Série B n° 12 : 105, 130, 181, 227.
- Nationaux polonais à Dantzig, Série A/B n° 44 : 8, 13.
- Oscar Chinn, Série A/B n° 63 : 62, 69, 70.
- Pajsz ; Czàky ; Esterhàzy, Série A/B n° 68 : 177.
- Phares, Série A/B n° 62 : 160.
- Phosphates au Maroc, Série A/B n° 74 : 13, 112, 121, 147.
- Réforme agraire polonaise et minorités allemandes, Série A/B n° 58 : 154, 155.
- Régime douanier austro-allemand, Série A/B n° 41 : 140, 173.
- Service postal polonais, Série B n° 11 : 130, 131, 132, 167.
- Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne, Série A/B n° 42 : 87, 227.
- Traité de Neuilly, Série A n° 3 : 165.
- Travail dans l'agriculture, Série B n° 13 : 131, 180.
- Université de Pazmany, Série A/B n° 61 : 130, 131, 144, 160, 177, 221.
- Ville libre de Dantzig et Organisation internationale du Travail, Série B n° 18 : 162, 180, 184.
- Wimbledon, Série A n° 1 : 2, 24, 53, 69, 71, 72, 73, 152, 169, 354, 409, 410, 526, 530.
- Zones franches, Série A n° 22 : 131, 145, 219, 553.
- Zones franches, Série A n° 24 : 130, 146, 166.
- Zones franches, Série A/B n° 46 : 114, 146 et s., 156, 553.

b) Arrêts et avis consultatifs de la Cour internationale de Justice

- Affaire Ambatielos (compétence) : 116.
- Affaire Ambatielos (fond) : 116, 131, 145.
- Affaire de l'Anglo-Iranian Oil Co. (compétence) : 112, 120, 121, 138, 147.
- Affaire de l'Anglo-Iranian Oil Co., (Ord. du 5 juillet 1951) : 153, 154, 155.
- Affaire du droit d'asile : 138, 151.
- Affaire des Minquiers et des Ecréhous : 144, 160, 173.
- Affaire des Pêcheries : 121.
- Affaire des Ressortissants des Etats-Unis au Maroc : 121, 151.
- Affaire du détroit de Corfou (except. pré.) : 130, 131, 140, 144, 148, 193, 231.
- Affaire du détroit de Corfou (fond) : 62, 66, 76, 156, 157, 160, 406, 530.
- Affaire du détroit de Corfou (fixation du montant des réparations) : 150, 169.
- Affaire Haya de la Torre : 152.
- Affaire Nottebohm : 120, 121, 147, 159.
- Compétence de l'Assemblée pour l'admission aux Nations Unies : 164, 180, 184.
- Interprétation de l'arrêt en l'affaire du droit d'asile : 144, 165.
- Interprétation des traités de paix : 102, 179.
- Interprétation des traités de paix, 2^e phase : 117.
- Réparation des dommages subis au service des Nations Unies : 1, 4, 70, 102, 185, 187.
- Réserves à la convention sur le génocide : 165, 188.
- Statut international du Sud-Ouest africain : 138, 187.

c) Décisions de la Cour permanente d'arbitrage

- Canevaro : 8.
Carthage : 75, 81.
Casablanca : 51.
Chevreau : 15, 334, 466.
Droits de préférence réclamés par les Puissances bloquantes : 422.
Fonds pieux de Californie : 167.
Indemnité de guerre russo-turque : 73, 128.
Manouba : 75, 81, 417 s.
Orinoco : 172, 173.
Palmas : 125, 156, 159, 160, 161.
Pêcheries de l'Atlantique du Nord : 166.
Réclamations norvégiennes contre les Etats-Unis d'Amérique : 72, 532.
Timor : 124.

d) Décisions d'autres tribunaux d'arbitrage

- Aboilard : 50.
Affaires des sabotages : 126.
Affaire Portendick : 124, 419, 423.
Alabama : 69, 147, 528, 531.
Arbitrage gréco-bulgare, Partie IX, section IV, annexe § 4, traité de Neuilly : 125, 481.
Attilio Regolo : 529.
Baldwin : 69.
Ben Tillett : 50.
Clipperton : 124.
Chattin : 16.
Costa-Rica-Packet : 128.
Cowper : 69.
Croft : 12, 159.
Damson : 318, 330.
D.A.P.G. Oil Tankers : 358.
Décision administrative n° VII, Commission mixte germano-américaine : 78.
Delagoa : 68, 71, 72, 73.
Dettes publiques ottomanes : 124, 461, 468.
Dommages causés aux ressortissants britanniques dans la zone espagnole du Maroc : 2, 10, 11, 15, 16, 19, 21, 27, 53, 55, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 109, 124, 161, 331, 346.
Eastern Extension Austral-Asia and China Telegraph Co. : 404.
Etats-Unis-Siam : 46.
Fabiani : 13, 15, 23, 51, 68, 71, 72, 76, 124.
Fermeture du Port de Buenos-Aires : 419, 423.
Francesco Mallen : 76.
Frontière de la Guyane (Brésil-France) : 124.
Frontière Colombie-Venezuela : 124.
Frontière Hongrie-Roumanie : 476.
Gisements diamantifères du Griqualand occidental : 114.
Goldenberg : 78, 124, 484.
Gustav Adams : 19.
Home Insurance Company : 5.
Home Missionary Society : 10.
I'm alone : 76, 126.
Importation en Suisse des produits des zones franches : 105, 166.
Interprétation de l'art. 17 de la convention de Memel : 125.
Interprétation de l'art. 181 du traité de Neuilly : 22, 383.
Janes : 19, 73, 74, 75, 81.
Jules Caesar et autres : 419.
Kronprins Gustaf Adolf et Pacific : 409, 532.
Kronprins Wilhelm : 327.
Lacaze : 69.
Lusitania : 348.
Martini : 14, 68, 71.
Maziura et Naulilaa : 64, 69, 70, 85, 86, 397, 398.
Mer de Behring (pêcheries) : 166.
Merak et Texel : 532.
Neer c/Etats-Unis du Mexique : 15.
North American Dredging Company : 26.
Oeil de la Mer : 105.
Or pillé à Rome : 79, 125, 148, 150, 169.
Oual-Oual : 51.

- Oriental Navigation Comp. : 314.
 Parker c/Mexique : 157.
 Péages de la Levantine : 125, 168.
 Pinson : 18, 159.
 Réclamations du Portugal c/Allemagne ; sentence du 30 juin 1930 : 484 s.
 Rivière Ste-Croix : 103, 125.
 Réquisition des navires finlandais : 23, 24, 532.
 Rockingham Montano : 329.
 Salem : 14.
 Stephens : 76.
 Studer c/Grande-Bretagne : 27.
 Tinoco : 159.
 William and Jethno Mitchell : 69.
 Yuille Stortridge & C^{ie} : 12, 23.
 Zafiro : 5.

e) Décisions des Tribunaux arbitraux mixtes

- Banque française et italienne c/Warburg & C^{ie}, TAM II, 249 : 383.
 Binon c/Allemagne et autres, TAM II, 217 ss : 383.
 Coënca frères c/Etat allemand, TAM V, 683 ss : 346, 429.
 Comité central de la Mission intérieure de l'Eglise évangélique allemande c/Etat polonais TAM VI, 331 ss : 155.
 Compagnie des chemins de fer du Nord c/Etat allemand, TAM IX, 67 : 461.
 Costomenis et Valmadis c/Allemagne, TAM VIII, 848 ss : 418.
 Frauenverein Szamothly c/Etat allemand, TAM VI, 326 ss : 155.
 Gros Roman c/Allemagne, TAM IV, 756 : 485.
 Katrantsios c/Etat bulgare, TAM VII, 45 s. : 532.
 Karmatzucas c/Etat bulgare, TAM VII, 21 : 484.
 Kemeny Alexandre c/Etat yougoslave, TAM VIII, 588 : 461.
 Kiriadolou c/Allemagne, TAM X, 100 ss : 429.
 Kotra et autres c/Etat tchécoslovaque A.D. 1933/34, cas n° 221 : 479.
 Kulin frères c/Etat roumain, TAM VII, 138 ss : 169.
 Kunkel c/Etat polonais, TAM IV, 840 : 159.
 Kunkel c/Etat polonais, TAM VI, 974 ss : 159.
 Kyriakidès c/Allemagne, TAM VIII, 349 ss : 426.
 Loriaux c/Allemagne, TAM IV, 683 : 482.
 Maridort c/Behrens & Söhne, TAM I, 581 ss : 383.
 Marouli c/Allemagne, TAM VIII, 345 ss : 401, 418.
 Milaire c/Allemagne, TAM II, 719 s : 478.
 Pampuri c/Tzonkoff, TAM V, 465 ss. : 384.
 Polixène Plessa c/Gouvernement turc, TAM VIII, 224 ss : 483.
 Ralli Brothers c/German Government, TAM IV, 41 ss : 485.
 Sarropoulos c/Etat bulgare, TAM VIII, 46 : 18.
 Société commerciale d'Orient c/Turquie, TAM IX, 612 ss : 350.
 Société de chemins de fer de Damas c/Compagnie de chemins de fer de Bagdad, TAM I 401 ss : 358.
 Tesdorpf c/Allemagne, TAM III, 27 : 485.
 Uschersohn c/Etat allemand, TAM IV, 828 : 484.

f) Décisions de la Commission de conciliation italo-française

- Décision n° 4 (premier fascicule) Différend S.A.I.M.I. : 79.
 Décision n° 9 (premier fascicule) (Guillemot-Jacquemin) : 150.
 Décision n° 29 (premier fascicule) Différend Tessitura Serica Piemontese) : 150.

Décision n° 38 (premier fascicule)
Différend S.A.I.M.I. : 166.
Décision n° 60 (deuxième fascicule),
Différend wagons-citernes : 487.
Décision n° 85 (troisième fascicule)
Différend Ottoz : 79.

Décision n° 95 (troisième fascicule)
Différend Società Mineraria et Metallurgica di Pertusola : 79.

g) Décisions des tribunaux de prise

Abeille n° 24 : 404.
Adelaide Star : 350.
Ambra : 367.
American Transatlantic : 365.
Anichab : 347.
Anna Maria : 346, 396.
Appam : 530.
Atlanta : 411, 413.
Attiki : 413, 415, 427.
Bateau Pilote n° 19 : 396.
Behar : 411.
Belgique : 427.
Benmacdhui : 368.
Bernina : 365, 402, 403.
Betsy : 399.
Capo Lena : 404.
Catharina Elizabeth : 329.
Charles-Racine et Petter : 368, 412.
Cilicia : 403.
Clan Grant : 367.
Commandant Emaile : 402.
Conservas Cerqueira Limitada : 412, 413.
Cysne, Guadeloupe et Floride : 397, 398, 412, 517.
Daimler : 367.
Edna : 399.
El Nil : 413.
Fred Neumann : 402.
Glenroy : 358, 368, 398.
Goulfar II : 402, 404.
Graegesberg : 418.
Hakkan : 416.
Hoop : 385.

Interocean Transportation Comp. : 399.
Island : 403.
John : 399.
Kim : 413.
Kriti : 365.
Leontios Teryazos : 347, 417.
Lhasa : 402.
Lisman : 399.
Ljubica : 398, 402.
Louisiana : 413.
Marietta Nomiko : 414.
Monte-Contes : 368, 371.
Mount Taurus : 413.
Nailsea Court : 412.
Naphta Shipper : 403.
Nyhorn : 411.
Odenwald : 407.
Ole Wegger : 370, 371.
Palme : 365.
Polinnia : 397.
Pomona : 403.
Prins Knud : 397.
Rheingold : 365.
Roald Jarl : 433.
Seguranca : 399.
Sidi Ifni : 368, 371, 412, 413.
Soglimt : 371.
Tergesteia : 414.
Ulmus : 347.
Unitas : 365, 404.
Wawa : 365.
Wilhelmina : 396.
Wirpi : 352.
Zamora : 90, 397, 532.

*h) Décision du Tribunal militaire international de Nuremberg
du 30 septembre — 1^{er} octobre 1946*

28, 36, 39, 41, 42, 44, 45, 48, 57, 89, 96, 132, 300, 302, 306, 310, 321, 430, 445, 463, 482, 487.

*i) Décision du Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient
du 12 novembre 1948*

39, 41, 42, 43, 44, 132, 302, 310.

Références aux articles de la Charte des Nations Unies

Art. 1 : 234, 255.	Art. 33 : 175, 192, 193, 194, 195, 200, 201, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 238, 269.	Art. 43 : 268, 272, 273, 274, 284.
Art. 2 ch. 3 : 228.		Art. 44 : 274.
Art. 2 ch. 4 : 91, 244, 251, 255, 264.	Art. 34 : 192, 193, 230, 232, 233.	Art. 45 : 273.
Art. 2 ch. 5 : 271, 272, 496.	Art. 35 : 229, 230, 231, 236, 237.	Art. 46 : 272.
Art. 2 ch. 6 : 244, 262.	Art. 36 : 175, 193, 194, 229, 230, 232, 233, 234.	Art. 47 : 272, 317.
Art. 4 : 180, 184, 237.	Art. 37 : 194, 229, 231, 232, 234.	Art. 48 : 263, 271, 274, 559.
Art. 7 : 12, 135.	Art. 38 : 192, 194, 195, 228, 234.	Art. 49 : 274.
Art. 10 : 230, 237, 238.	Art. 39 : 83, 96, 97, 170, 171, 195, 234, 244, 252, 255, 261, 262, 263, 264, 270, 274, 284, 559.	Art. 51 : 60, 91, 244, 245, 246, 247, 270.
Art. 11 : 230, 232, 237, 238, 239, 283.	Art. 40 : 195, 268, 269, 270.	Art. 52 : 183, 232, 246.
Art. 12 : 230, 237.	Art. 41 : 234, 252, 268, 269, 270, 271.	Art. 53 : 261.
Art. 14 : 231, 234, 237, 238.	Art. 42 : 270, 271, 272, 422.	Art. 64 : 292.
Art. 18 : 182.		Art. 65 : 271.
Art. 24 : 170, 233, 237, 270.		Art. 84 : 345.
Art. 25 : 269, 270, 271.		Art. 87 : 291, 292, 293.
Art. 26 : 284.		Art. 92 : 135.
Art. 27 : 182, 235, 236		Art. 93 : 135.
Art. 28 : 261.		Art. 94 : 154, 168, 170, 171.
Art. 29 : 233.		Art. 96 : 135, 179, 180, 182, 183, 186, 187.
Art. 31 : 261.		Art. 99 : 231, 261.
Art. 32 : 231, 236, 261.		Art. 103 : 191, 271.
		Art. 106 : 272.

Références aux articles du Pacte de la Société des Nations

Art. 5 : 181.	Art. 13 : 108, 109, 110, 168, 169, 175, 222, 226, 248, 249.	250, 251, 260, 261, 263, 264, 265, 267, 268, 273, 274, 558.
Art. 8 : 281.	Art. 14 : 131, 133, 178, 183, 187.	Art. 17 : 222, 260, 262, 296.
Art. 10 : 222, 230, 249, 250, 276.	Art. 15 : 60, 91, 95, 97, 191, 220, 222, 223, 224, 225, 226, 228, 248, 249, 250, 295.	Art. 19 : 231.
Art. 11 : 60, 219, 220, 221, 223, 224, 225, 231.	Art. 16 : 60, 83, 97, 222, 225, 226, 248, 249,	Art. 20 : 191.
Art. 12 : 60, 91, 95, 220, 222, 223, 224, 225, 228, 248, 249, 250, 260, 264, 295.		Art. 21 : 191, 223.
		Art. 22 : 289.

Références aux articles du Statut de la Cour internationale de Justice

Art. 1 : 135.	Art. 30 : 134, 139.	Art. 53 : 150.
Art. 2 : 136.	Art. 31 : 140, 186.	Art. 54 : 145, 162.
Art. 3 : 136.	Art. 34 : 143, 184, 185.	Art. 55 : 162.
Art. 4 : 137.	Art. 36 : 108, 109, 110,	Art. 56 : 162.
Art. 6 : 137.	112, 113, 119, 120,	Art. 57 : 162.
Art. 8 : 137.	121, 136, 147, 148,	Art. 58 : 145, 162.
Art. 9 : 136, 138.	172, 206.	Art. 59 : 130, 146, 166,
Art. 10 : 138.	Art. 37 : 136.	167.
Art. 12 : 138.	Art. 38 : 130, 141, 146.	Art. 60 : 165, 167, 168,
Art. 13 : 138, 139.	Art. 39 : 151.	171.
Art. 15 : 139.	Art. 41 : 153, 269, 204.	Art. 61 : 171, 174.
Art. 16 : 136.	Art. 43 : 158.	Art. 62 : 151.
Art. 18 : 139.	Art. 44 : 157.	Art. 63 : 146, 151, 152.
Art. 21 : 139.	Art. 48 : 145, 151, 155,	Art. 65 : 179, 180, 182,
Art. 22 : 139.	158, 161.	186.
Art. 23 : 139.	Art. 49 : 156, 157, 158,	Art. 66 : 152, 185.
Art. 25 : 139.	159.	Art. 68 : 180, 185
Art. 26 : 139.	Art. 50 : 139, 156.	Art. 69 : 140.
Art. 29 : 139.	Art. 52 : 158.	Art. 70 : 141.

L'acte international illicite et ses conséquences¹

A. Le problème de l'acte international illicite

1. L'acte international illicite consiste en la *transgression* d'une obligation établie par une norme internationale, transgression qui s'accompagne d'un *dommage*². A toute obligation internationale correspond ainsi un état de fait constituant un acte illicite. Même là où la norme de droit international ne le prévoit

---

¹ Cf. dans l'abondante bibliographie l'ouvrage déjà cité de KELSEN, *Unrecht und Unrechtsfolge im Völkerrecht*, Z.ö.R. 1932, 481 ss. TRIEPEL, *Völkerrecht und Landesrecht* (§ 13) a été le premier auteur à soumettre la doctrine contemporaine du délit international à une étude approfondie. Les résultats auxquels il est arrivé ont été ensuite motivés plus en détail et en partie développés par ANZILOTTI, *Teoria generale della responsabilità dello Stato nel diritto internazionale*, 1902. Cf. en outre SCHOEN, *Die völkerrechtliche Haftung der Staaten aus unerlaubten Handlungen*, 1917. STRUPP, *Das völkerrechtliche Delikt*, 1920. CH. DE VISSCHER, *La responsabilité des Etats*, *Bibliotheca Visseriana*, 1924. BURCKHARDT, *Die völkerrechtliche Verantwortlichkeit der Staaten*, 1924. EAGLETON, *The responsibility of States in international law*, 1928. DÉCENCIÈRE-FERRANDIÈRE, *La responsabilité internationale des Etats à raison des dommages subis par les étrangers*, 1927. DUMAS, *La responsabilité internationale des Etats à raison des crimes ou des délits commis sur leur territoire au préjudice des étrangers*, 1930 et *Rec.* 1931, II, 187 ss. AGO, *Le délit international*, *Rec.* 1939, II, 419 ss ; voir 546 s. une abondante bibliographie. COHN, *La théorie de la responsabilité internationale*, *Rec.* 1939, II, 209 ss. SCHROEDER, *Die Grenzen der staatlichen Verantwortlichkeit für Handlungen*

(Suite de la note 1 à la page suivante)

² Il y a également délit international lorsque la victime du dommage est une organisation internationale. Voir C.I.J. 1949, 174 ss, *Avis consultatif concernant la réparation des dommages subis au service des Nations Unies*. LALIVE, *Some observations on the question of reparation for injuries suffered in the service of the United Nations*, *Acta Scandinavica juris gentium*, 1950, 56 ss.

pas expressément, sa violation engendre les conséquences que le droit international attache à l'acte illicite¹, c'est-à-dire qu'elle entraîne une sanction.

Par contre, un dommage qui n'est pas dû à la violation d'une obligation internationale ne crée pas de responsabilité internationale², non plus que les actes de rétorsion, — actes inamicaux sans caractère illicite³.

---

von Staats-Organen im völkerrechtlichen Verkehr, thèse de Zurich, 1939. FURCLER, Grundprobleme der völkerrechtlichen Verantwortlichkeit der Staaten, thèse de Fribourg, 1949. ZELLWEGER, Die völkerrechtliche Verantwortlichkeit des Staates für die Presse, 1949. BERLIA, De la responsabilité internationale de l'Etat, Etudes en l'honneur de Georges SCELLE, II, 1950, 875 ss. Parmi les travaux de codification de la S.d.N., cf. le rapport de GUERRERO à la commission d'experts pour la codification progressive du droit international, Doc. S.d.N. C 196 M 70, 1927 V 90. Voir 249 ss la communication suisse du 8 novembre 1928. Voir en outre Bases de discussion : Responsabilité des Etats en ce qui concerne les dommages causés sur leur territoire à la personne et aux biens des étrangers, Doc. S.d.N. C 75 M 69, 1929 V. Réponse suisse du 25 janvier 1929, 237 ss. Actes de la conférence pour la codification du droit international, Procès-verbaux de la 3^e commission, 1930. Doc. S.d.N. Série P. S.d.N. 1930 V 17. En relation avec les travaux de codification de la S.d.N., cf. Research in international law de la HARVARD LAW SCHOOL, A.J. 1929, suppl. Rapport de BORCHARD et de ses collaborateurs, 133 ss. Cf. aussi Annuaire 1927, I, 455 ss, rapport de STRISOWER ; 1931, I, 256 ss, rapport de BORCHARD. ROTH, Das völkerrechtliche Delikt vor und in den Verhandlungen auf der Haager Kodifikationskonferenz, 1932. SOLDATI, La responsabilité des Etats dans le droit international, 1934.

¹ Cf. par ex. C.P.J.I., Série A, n° 9, 21 : « Sans qu'il soit nécessaire que cela soit inscrit dans la convention même. » Voir aussi Série A, n° 17, 29 ; Série A, n° 1, 30. L'exactitude de ce principe n'a été contestée par personne lors de la conférence de codification de La Haye de 1930. C'est aussi l'attitude qu'a prise la Chambre d'accusation du Tribunal fédéral dans l'affaire Marie-Louis-Paul Brouse : étant donné que le droit coutumier constitue une des sources du droit international, il faut considérer comme actes illicites internationaux non seulement la violation du droit international codifié, mais aussi les contraventions au droit international coutumier. Cf. F.F. 1879, II, 177 ss. Détails dans SROOSS, Grundzüge des schweiz. Strafrechts, 1893, II, 408.

² Ainsi le prof. MAX HUBER dans son rapport sur les biens britanniques au Maroc espagnol, du 23 octobre 1924 : « Le simple fait qu'un dommage a été causé, non plus que le fait que l'indemnité demandée ou la punition exigée par le damnifié n'ont pas été obtenues, ne justifient pas en eux-mêmes l'intervention diplomatique... » Rec. arb. II, 641.

³ Cf. BARDELEBEN, Die zwangsweise Durchsetzung im Völkerrecht, 1930, 10 ss. RAPISARDI-MIRABELLI, La ritorsione, 1919. Jur. adm., fasc. 2, n° 1, qui examine la rétorsion en relation avec l'obligation de l'égalité de traitement telle qu'elle est stipulée dans les traités d'établissement. Cf. sur la rétorsion dans le droit fiscal international, E. BLUMENSTEIN, Zur Frage der Steuer-

2. De la violation d'une règle de droit il faut distinguer l'invalidité d'une norme pour vice de forme ou de volonté¹. Alors que la violation du droit signifie la transgression d'une obligation statuée dans une norme *valable*, et n'est donc que l'individualisation erronée d'une norme générale, il manque à la norme invalide, ineffective, des éléments essentiels et indispensables à sa validité et son effectivité².

La violation de la norme, si on la fait valoir, mène à une sanction dont le sujet de droit lésé frappe le sujet de droit auteur de l'acte illicite. Quant à la norme dont on allègue avec raison l'invalidité, elle ne peut être qu'annulée. L'exécution de la norme invalide peut cependant constituer un acte illicite et donc susceptible d'être suivi de sanction. C'est ainsi qu'une déclaration relative à l'occupation de territoires déjà occupés est invalide, pour autant qu'une possession effective, qui rendrait cette acquisition valable en droit, s'avère impossible³. L'exécution de cette déclaration invalide et par conséquent annulable, du fait qu'elle viole une règle de droit valable — le titre de souveraineté découlant pour l'autre Etat de son occupation antérieure —, constitue un délit de droit international auquel se rattachent les sanctions du droit international général⁴.

---

retorsion, Vierteljahresschrift für schweiz. Abgaberecht, 1923, 97 ss. Le même, System des Steuerrechts, 2^e éd. 1951, 95 ss. Cf. en général Annuaire 1934, 9.

Sur la signification de la loi du talion dans les ordres juridiques primitifs en général, voir KELSEN, Die Entstehung des Kausalgesetzes aus dem Vergeltungsprinzip (sans indication de l'année de parution). Cf. aussi BRUNNER, Deutsche Rechtsgeschichte, édité par SCHWERIN, II (1928), 692 ss, 788 ss.

¹ Cf. t. I, p. 63, du présent ouvrage sur les traités invalides parce qu'ils n'ont pas obtenu l'approbation de l'organe compétent selon le droit interne ; pp. 91 ss sur les vices de volonté en droit international (erreur, crainte, contrainte).

² Ainsi le juge ANZILOTTI, dans son opinion dissidente, C.P.J.I., Série A/B, n^o 53, 95 : « Un acte juridique n'est inexistant que s'il manque de quelques-uns des éléments qui lui sont essentiels. »

³ Cf. t. I, pp. 438 s. de cet ouvrage.

⁴ Cf. l'arrêt de la C.P.J.I. dans l'affaire du statut juridique du Groenland oriental entre le Danemark et la Norvège, qui déclare que « la déclaration d'occupation promulguée par le gouvernement norvégien en date du 10 juillet 1931, ainsi que toutes mesures prises à cet égard par ce même gouvernement, constituent une infraction à l'état juridique, et, par conséquent, sont illégales et non valables ». C.P.J.I., Série A/B, n^{os} 53, 75. Les objections élevées par le juge ANZILOTTI dans son opinion dissidente, 95, ne concernent pas la concurrence entre l'invalidité de la norme et le délit ; Anzilotti conteste seulement, et avec

B. Le sujet de l'acte illicite

1. La responsabilité internationale de la collectivité

a) La responsabilité de la collectivité pour les actes commis par ses organes en violation du droit international

1. L'acte illicite au sens du droit international est toujours le fait d'un individu à qui incombe l'exécution d'une obligation internationale¹. Tant qu'il agit dans le cadre de ses fonctions, en tant qu'organe — ce qui est particulièrement fréquent en droit international —, la responsabilité de ses actes n'incombe pas à l'individu, mais à la collectivité dont il est l'organe². C'est donc cette dernière que frappe la sanction qui découle de la violation de la norme. Dans ce cas, sujet de devoir et sujet de responsabilité ne sont pas identiques³.

L'imputation du délit commis par le sujet de devoir, c'est-à-dire par l'individu, au sujet de responsabilité, c'est-à-dire à la collectivité, fait que cette dernière porte la responsabilité des faits et gestes de l'individu qui apparaît à l'extérieur comme son organe. Ainsi l'Etat est responsable des actes de son ministre des affaires étrangères, les Nations Unies des actes de leur Secrétaire général. Sont considérés comme actes officiels engageant la communauté ceux qui sont le fait de l'organe agissant dans le cadre de sa compétence tel que le lui a tracé la collectivité⁴. C'est à la

---

raison, la prétendue invalidité de l'acquisition du territoire par la Norvège. Cf. au sujet de ce problème de concurrence AGO, *op. cit.*, 439 ss.

¹ Ainsi BURCKHARDT, *Die völkerrechtliche Verantwortlichkeit der Staaten*, *op. cit.* 24 ss. La collectivité peut aussi avoir le caractère d'une organisation internationale revêtue de la personnalité internationale. Cf. Avis consultatif de la Cour internationale de Justice, du 11 avril 1949, concernant la réparation des dommages subis au service des Nations Unies, C.I.J. Recueil 1949, 179.

² Cf. t. I, pp. 481 ss de cet ouvrage. Voir aussi KELSEN, *Allgemeine Staatslehre*, 270 ss.

³ Cf. KELSEN, *Unrecht und Unrechtsfolge im Völkerrecht*, *op. cit.* 490 ss.

⁴ C'est pourquoi le département politique fédéral, dans sa lettre à la S.d.N. du 25 janvier 1929, fait la remarque suivante : « Il y a lieu de rappeler ici le principe que, dans les relations internationales, c'est l'Etat et l'Etat seul qui est responsable des actes de ses organes individuels ou collectifs. On peut admettre, avec la doctrine dominante, que cette responsabilité est la même, qu'il s'agisse d'actes accomplis par des organes se trouvant sous la dépendance directe du pouvoir exécutif (forces armées, par exemple) ou d'actes accomplis par des collectivités plus ou moins autonomes. » *Loc. cit.* 242. Voir aussi